



Septembre-Octobre

NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit





NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

A 12 Collection de la faculté de droit de l'UNamur

Manuel de droit de la preuve

George, Florence (auteur) ; Vanstechelman, Emilie (auteur)
[Bruxelles] : Larcier-Intersentia, 2026
39 pages
Collection Collection de la Faculté de droit de l'UNamur

Le droit de la preuve est généralement enseigné au sein du cours de droit des obligations.
Ce prisme est toutefois trop réducteur.
D'une part, le champ d'application du droit de la preuve déborde largement les frontières du droit des obligations. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le législateur a estimé, à l'occasion de la réforme du Code civil, qu'un livre devait lui être entièrement dédié.
D'autre part, son importance pratique dans le déroulement d'un procès demeure considérable. Le droit de la preuve noue, à cet égard, des liens étroits avec le droit judiciaire.
Son enseignement méritait donc que lui soit consacré un ouvrage à part entière.
Cet ouvrage à destination initialement des étudiants s'adresse également à l'ensemble des professionnels du droit.
Il est conçu sur le modèle du Manuel de droit des obligations. L'ouvrage est ponctué d'illustrations, d'exemples jurisprudentiels, de schémas et de tableaux synthétiques.
Les auteures ont eu la volonté d'exposer, avec pédagogie et pragmatisme, une matière qui se révèle généralement déterminante dans l'issue des litiges.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

B 11 Théorie générale

En droit, quelle place encore au non-écrit ?

Du Jardin, Laurent (éditeur intellectuel, contributeur - collaborateur) ; Algrain, Prescillia (contributeur - collaborateur) ; Delforge, Catherine, 1974-.... (contributeur - collaborateur) ; Isgour, Marc (contributeur - collaborateur) ; Wouters, Nicolas (contributeur - collaborateur)

Bruxelles : Anthemis, 2026

224 pages

Collection Commission Université-Palais. CUP ; no. 242

Alors que les lois prolifèrent et que les contrats sont régulièrement toujours plus longs (merci l'IA !), les auteurs participant à cet ouvrage s'interrogent : quelle place encore au non-écrit ? La réponse est loin d'être univoque, suivant que la question est posée en droit civil, droit judiciaire, droit d'auteur, droit du crédit ou droit de la distribution. La confrontation des points de vue alimente une réflexion pouvant être transposée à toutes les branches du droit : et si, précisément parce que sa portion se réduit, le non-écrit était plus pertinent que jamais ?



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

B 15 Histoire du droit

Le droit par les sens

Andrieux, Jean-Paul, 1964-...., juriste (éditeur intellectuel)
[Le Kremlin-Bicêtre] : mare & martin, 2024
310 pages

Comment les sens définissent, évaluent et interrogent-ils le droit ? Le présent ouvrage collectif invite à rechercher et à découvrir le droit par les sens. A leur capacité de mettre en évidence des aspects inattendus du droit, les sens ajoutent, par une expérience originale et inédite, une modification singulière de notre rapport au droit. La distance habituellement induite par l'objet juridique s'efface avec la vue, le goût, le toucher, l'odorat ou l'ouïe, offrant soudain une proximité troublante. La justice, traditionnellement représentée les yeux bandés, n'illustre pas une conscience perceptive en échec. L'oeil de la loi, de la même manière, ne doit pas rester une image métaphorique solitaire. Les sens, au miroir du droit, révèlent, au-delà de représentations édifiantes, quelque chose de fondamental : ils signifient que le droit se vit dans une expérience sensorielle ininterrompue. Comme la bonne vue fait la meilleure publicité, le bon goût, la meilleure valeur, le toucher, la meilleure garantie, le bon sens fait le bon droit. Le droit par les sens propose ainsi, dans l'Antiquité, la Modernité et l'Actualité, quelques exemples éclairants où les sens, de celui de la raison à ceux de la perception, interpellent le droit.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

B 53 Contrats commerciaux

Clauses abusives entre entreprises (B2B) : premier panorama jurisprudentiel (2022-2026) et enseignements pratiques

Deboeck, Bénédicte (auteur) ; Dieux, Charles (contributeur - collaborateur) ; Gouverneur, Marc (contributeur - collaborateur) ; Loriaux, Florent (contributeur - collaborateur) ; Savonet, Laura (contributeur - collaborateur) ; Vervier, Laura (contributeur - collaborateur) ; Michel, Ségolène (contributeur - collaborateur)
Limal : Anthemis, 2026
316 pages

Comment apprécier le risque qu'une clause soit jugée abusive lorsque la jurisprudence est fragmentée, peu publiée et parfois inaccessible ? Six ans après l'entrée en vigueur de la loi B2B, les praticiens disposent encore de peu de repères pour mesurer la portée concrète des notions de déséquilibre manifeste et de clause illicite. Cet ouvrage apporte une réponse à cette difficulté en réunissant, pour la première fois, un panorama structuré de la jurisprudence belge relative aux clauses abusives entre entreprises entre 2022 et 2026. À partir de contributions publiées dans la revue Forum de l'immobilier et d'un travail inédit de collecte de décisions auprès des juridictions du pays, les auteurs analysent les mécanismes essentiels de la loi B2B, ainsi que les principales tendances dégagées par les tribunaux. La jurisprudence réunie illustre la diversité des configurations rencontrées en pratique : clauses indemnitaires et de dédit, clauses de limitation de responsabilité, clauses d'arbitrage, clauses de for, clauses relatives au paiement et à la preuve – autant de stipulations dont les tribunaux ont précisé les conditions de validité, parfois en les annulant, parfois en les réduisant, parfois en en confirmant la licéité. L'ouvrage comprend également un tableau jurisprudentiel détaillé permettant d'identifier rapidement les décisions pertinentes, leurs enseignements et les clauses concernées. Des renvois vers quatre épisodes de podcast prolongent l'analyse et offrent un accès direct aux questions les plus débattues de la matière. À l'heure où l'évaluation officielle de la loi B2B nourrit les réflexions sur son évolution future, cet ouvrage structure une matière encore largement dispersée et fournit aux praticiens des repères concrets pour sécuriser la rédaction, la négociation et l'exécution de leurs contrats. Il constitue un outil de référence pour les avocats, magistrats, juristes d'entreprise, notaires et rédacteurs de contrats.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

D 16 Protection de la jeunesse

Les enfants et les jeunes à la croisée des secteurs : entre protection, soin et justice : quelles réponses face aux parcours complexes ?

Nounckele, Jancy, 19..-.... (éditeur intellectuel); Beine, Alexandre, 19..-...., psychiatre (contributeur - collaborateur); Stéphane Chapelle (contributeur - collaborateur)
Louvain-la-Neuve : Larcier-Intersentia, 2026
214 pages
Collection Collection de la Conférence du Jeune barreau de Bruxelles

Au fil des ans, les praticiens de l'enfance et de l'adolescence dénoncent des situations de plus en plus difficiles, qui ne relèvent plus d'un seul champ d'intervention. Ces enfants et ces jeunes sont concernés par les questions relatives au handicap, à la santé mentale, à la justice et à la protection de la jeunesse et, pour certains, aux questions de séjour. Ces mineurs, dits « à la croisée des secteurs », sont confrontés à des logiques distinctes et parfois difficilement articulables : renvois institutionnels, ruptures de prise en charge, délais d'attente incompatibles avec leurs besoins et difficultés d'exécution des décisions judiciaires. Ces points mettent en évidence les limites d'une approche strictement sectorielle. Loin d'être marginales, ces histoires de vie complexes interrogent nos pratiques professionnelles et, surtout, les cadres institutionnels et juridiques existants. Cet ouvrage est le fruit d'un espace de réflexion et de dialogue intersectoriels autour des parcours d'enfance et de jeunesse marqués par cette complexité. Il s'adresse aux professionnels des secteurs judiciaire, médical, social, éducatif et vise à favoriser une meilleure compréhension des enjeux, des responsabilités et des leviers d'action possibles. Penser ensemble les réponses à apporter aux enfants et aux jeunes à la croisée des secteurs est devenu indispensable pour garantir une prise en charge cohérente, structurelle et respectueuse de leurs droits fondamentaux. L'ouvrage se conclut par le point de vue du délégué général aux droits de l'enfant, Solayman Laqdim.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

D 21 Droit du travail

Manuel de droit du travail

Clesse, Jacques (auteur); Kéfer, Fabienne, 19..-.... (auteur)
Louvain-La-Neuve : Larcier Intersentia, 2026
616 pages
3e édition
Collection Collection de la Faculté de droit de l'Université de Liège

Écrit à quatre mains, cet ouvrage, parvenu à sa troisième édition, est l'aboutissement d'un dialogue constant entre les deux auteurs, nourri par leurs expériences de chercheurs, d'enseignants et d'avocats. Le droit du travail est tout à la fois une composante du système socio-économique, un instrument pour la conduite des affaires de la Cité, une ligne de conduite pour la gestion des entreprises, un déterminant de la vie professionnelle de millions de travailleurs. Pour en rendre compte dans un ouvrage raisonnablement concis, la forme du manuel a été retenue. Ce choix a conduit les auteurs à faire oeuvre de synthèse : identifier l'essentiel, lui donner la préférence sur l'accessoire, dégager d'un droit positif touffu et changeant les normes structurantes, en principe durables. Cette méthode permet de faire tenir en à peine plus de 500 pages les traits dominants du droit du travail. Après un examen des sources formelles du droit du travail et de leurs zones d'influence, l'ouvrage envisage successivement les relations collectives et la relation individuelle de travail. Le propos est étayé, justifié par de nombreuses références à la jurisprudence et à la doctrine. Le lecteur, qu'il soit juriste accompli, néophyte ou encore étudiant les consultera pour approfondir ses connaissances, trouver des réponses à des questions plus précises ou nouvelles. Comme dans les éditions antérieures, l'ouvrage contient un lexique français néerlandais.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

AE 72 Droit pénal européen

Le droit européen dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Matteoli, Anna (éditeur intellectuel) ; Mattiussi, Julie (éditeur intellectuel) ; Porcheron, Delphine, 1977-...., juriste (éditeur intellectuel)
Bruxelles : Bruylant, 2026
290 pages
Collection Droit de l'Union européenne. Colloques

À la croisée des droits nationaux et européens, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles connaît une transformation profonde. Sous l'impulsion du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, les cadres juridiques se renforcent, s'harmonisent et redéfinissent progressivement les catégories traditionnelles du droit.
La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, dite Convention d'Istanbul, occupe, à cet égard, une place centrale. De plus en plus mobilisée par la Cour européenne des droits de l'homme et relayée au travers des évaluations du GREVIO, elle exerce une influence croissante sur les droits internes. L'Union européenne participe également à ce mouvement, notamment par l'adoption, le 14 mai 2024, de la directive relative à la lutte contre les violences faites aux femmes et la violence domestique.
Les débats qu'elle a suscités ont ainsi conduit, en France, à l'intégration du consentement dans la définition des infractions sexuelles par la loi du 6 novembre 2025.
Sans se limiter à une approche strictement européenne ni se cantonner à l'étude du droit français, le présent ouvrage propose une analyse des dynamiques contemporaines de structuration de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Il met en lumière les interactions entre les différents niveaux normatifs et leurs traductions concrètes dans les ordres juridiques internes.
À travers des contributions portant tant sur les violences sexuelles que sur les violences au sein des couples, les situations des femmes migrantes, le droit du travail ou encore les cyberviolences, l'ouvrage offre une lecture transversale et actualisée d'un champ en pleine évolution. Il éclaire ainsi les recompositions du droit positif et les débats qui les accompagnent, au cœur d'un enjeu juridique, politique et social majeur.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

AE 101 Droits de l’homme

Faut-il croire à l'obsolescence des droits de l'homme ?

Afroukh, Mustapha, 1980-.... (éditeur intellectuel); Schahmaneche, Aurélia, 1984-...., juriste (éditeur intellectuel); Picheral, Caroline, 1971-.... (éditeur intellectuel)

Bruxelles : Anthemis, 2026

224 pages

Collection Droit et justice

Depuis une quinzaine d’années, les crises de différente nature, qui se succèdent ou désormais s’accumulent, ont chacune mis à l’épreuve les droits de l’homme : par exemple, les nombreux conflits ont été des sources de violation massive des droits les plus fondamentaux, entraînant des mouvements humains si importants que ceux-ci ont à leur tour alimenté des crises migratoires, porteuses de leurs propres dérives ; de même, ces droits ont-ils pu sembler inadaptés à la gestion d’une crise climatique qui déborde leur nature individuelle et anthropocentrée.

Ce contexte pose ainsi la question – un peu provocatrice – d’une éventuelle obsolescence des droits de l’homme, ou du moins de la pensée qui a fait de leur protection un principe essentiel de gouvernement, en même temps qu’un critère à la fois de légitimité et de légalité de l’action publique.

Le colloque organisé à Montpellier le 17 octobre 2025 par l’Institut de droit européen des droits de l’homme, en partenariat avec le centre Transversales (Lyon 2) et l’Institut des droits de l’homme du barreau de Montpellier, entend interroger cette hypothèse d’une obsolescence des droits de l’homme dans une démarche critique et pluridisciplinaire.

Il s’est agi de situer l’obsolescence à la fois dans le temps, sur le terrain des discours et dans l’espace, avant de se pencher ensuite sur la nécessité de repenser les droits de l’homme et les moyens avec lesquels y parvenir.

L’ouvrage s’adresse à tous ceux qui s’intéressent à la place et au rôle des droits de l’homme dans la société.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

AI 70 Droit international privé

Droit international privé

Fallon, Marc, 1950-.... (auteur) ; Carlier, Jean-Yves, 1958-...., juriste (auteur) ; Francq, Stéphanie, 1972-.... (auteur)
Bruxelles : Larcier Intersentia, 2026
2071 pages
4e édition du Précis de François Rigaux
Collection Précis de la Faculté de droit et de criminologie de l'Université catholique de Louvain

Depuis la précédente édition de 2005 qui rendait compte du Code de 2004 et des premiers règlements de 2000, la mutation du droit international privé s'est poursuivie sous l'impulsion du législateur international, mais surtout européen. Près de vingt règlements couvrent désormais la compétence judiciaire, l'exécution des jugements ou la loi nationale applicable, complétés par plusieurs centaines d'arrêts de la Cour de justice de l'Union. Parallèlement, de nombreuses réglementations de droit civil, social ou commercial, nationales ou européennes, ciblent des destinataires établis hors des frontières nationales ou européennes.
Cette nouvelle édition adapte les fondamentaux du conflit de lois aux méthodes issues de nouvelles politiques réglementaires, des libertés de circulation ou des droits garantis par la Charte de l'Union ou la Convention européenne des droits de l'homme. Ces méthodes alternent règles unilatérales d'applicabilité et exception de reconnaissance des droits légitimement acquis à l'étranger. Par ailleurs, la compétence judiciaire internationale prend une place prépondérante dans le traitement des situations transfrontières. Une concordance de la compétence et du droit applicable est encouragée. La fonction localisatrice de la règle de conflit de lois s'estompe face aux situations « nomades » d'un monde globalisé ou « virtuelles » d'un monde numérique, mise en balance avec la protection de droits fondamentaux. Il en va ainsi de l'identité de la personne ou d'un lien de filiation au terme d'une gestation pour autrui, acquis hors de l'État de nationalité ou de résidence, ou encore de la protection d'une marque, de droits d'auteur, de l'environnement, de la vie privée ou des acteurs économiques, contre des comportements délocalisés.
L'ouvrage offre ainsi une synthèse actualisée de ces évolutions, assortie d'une riche jurisprudence, afin de fournir à l'étudiant et au chercheur des données utiles, et de guider le praticien dans la complexité croissante des litiges transfrontières.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

DA 1 Droit administratif général

Histoire du droit administratif

Bigot, Grégoire, 1969-...., juriste (auteur)
Paris : PUF, 2026
505 pages

Souvent présenté comme une création de la Révolution et du XIXe siècle, le droit administratif français plonge en réalité ses racines dans l'Ancien Régime. Bien avant 1789, la monarchie avait élaboré des mécanismes spécifiques pour encadrer l'action de ses agents, organiser la gestion des affaires publiques et régler les litiges impliquant l'administration. La Révolution ne crée pas ex nihilo un ordre nouveau : elle transforme, systématise et redéfinit des pratiques et des principes déjà anciens.
Ce manuel retrace l'histoire du droit administratif français dans la longue durée, depuis les institutions monarchiques jusqu'aux évolutions contemporaines. Il met en lumière la formation progressive des grands principes (légalité, responsabilité, service public) ainsi que l'affirmation d'un juge administratif autonome.
À travers l'étude des sources, des textes fondateurs et des grandes décisions jurisprudentielles, l'ouvrage montre comment s'est construit un droit original, au croisement des enjeux politiques, institutionnels et sociaux.
Clair et structuré, il offre aux étudiants les repères indispensables pour comprendre la genèse et les transformations d'un droit au cœur de l'État.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

DA 11 Droit de l’environnement

Dictionnaire des droits de la nature

Gironde, Sacha, 19..-.... (éditeur intellectuel) ; Clippele, Marie-Sophie de, 19..-.... (éditeur intellectuel) ; Misonne, Delphine, 19..-...., juriste (éditeur intellectuel)
Paris : PUF, 2026
828 pages

Fleuves, forêts, glaciers ou lagunes se voient aujourd'hui reconnaître des droits, parfois jusqu'à la personnalité juridique. Ce mouvement, en plein essor, interroge en profondeur les catégories du droit : que signifie attribuer des droits à la nature, et de quelle « nature » parle-t-on ?
Ce dictionnaire propose la première cartographie critique et systématique de ce champ en langue française. Réunissant plus de quatre-vingts auteurs issus du droit, de la philosophie, de l'économie et des sciences sociales, il offre un panorama des concepts, expériences et controverses qui structurent ce débat global.
De « personnalité juridique » à « écocide », des expériences latino-américaines et néo-zélandaises aux développements européens récents, chaque entrée éclaire les enjeux théoriques et pratiques de ces transformations. L'ouvrage met en évidence la diversité des approches, leurs tensions et leurs ambiguïtés. Ni manifeste ni simple inventaire, ce dictionnaire constitue un outil de clarification conceptuelle et d'analyse critique qui permet de comprendre les mutations contemporaines du droit et du rapport entre sociétés et milieux naturels.



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

DI Centre de documentation du CRIDS

L'Europe des données : le droit avant le marché

Bertrand, Brunessen, 1981-.... (auteur)
Bruxelles : Bruylant, 2026
438 pages
Collection Droit de l'Union européenne. Monographies

Le droit européen des données est une singularité dans la construction européenne. En quelques années, l'Union s'est dotée d'un corpus d'une densité sans équivalent, non pour encadrer un marché existant mais pour en faire naître un. Cette ambition repose pourtant sur un impensé, que ce livre entreprend de mettre au jour. Le droit européen des données s'est construit sur des prémisses héritées du marché intérieur, sans interroger la singularité de son objet.
La plus ancienne de ces prémisses est celle de la circulation. Le marché intérieur repose sur l'idée que la levée des entraves crée de la valeur. Le droit des données transpose ce postulat à un objet dont l'économie obéit à d'autres logiques, où la valeur tient souvent moins à l'échange qu'à la maîtrise. De ce décalage initial procèdent bien des tensions que l'ouvrage examine, qu'il s'agisse d'une distinction entre données personnelles et non personnelles que la technique déborde, d'une régulation par les risques qui reconfi gure la garantie des droits ou d'une gouvernance éclatée entre des autorités indépendantes dont la coordination reste à inventer.
Ce renversement excède la matière qu'il ordonne. Pour la première fois, les instruments constitutionnels de l'Union ne viennent pas formaliser un marché existant mais tentent de le faire advenir. Un tel constitutionnalisme, qui devance son objet, fragilise les garanties dont il a la charge, car celles-ci ne conservent leur portée qu'aussi longtemps que le droit dérivé les met effectivement en œuvre, et une révision par simplification peut les relâcher sans jamais contredire les principes que la Charte consacre. Aussi l'ouvrage ouvre la voie à une refondamentalisation explicite de ces garanties.

Bienvenue dans la Base documentaire du CRIDS

Pour créer un panier et sauvegarder vos recherches, cliquer sur compte et s'enregistrer (ou se connecter).



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

Fil Rouge

Petit pays : roman

Faye, Gaël, 1982-...., artiste musical et romancier (auteur)
Paris : Librairie générale française, 2021
218 pages

Avant, Gabriel faisait les quatre cents coups avec ses copains dans leur coin de paradis. Et puis l'harmonie familiale s'est disloquée en même temps que son « petit pays », le Burundi, ce bout d'Afrique centrale brutalement malmené par l'Histoire.Plus tard, Gabriel fait revivre un monde à jamais perdu. Les battements de cœur et les souffles coupés, les pensées profondes et les rires déployés, le parfum de citronnelle, les termites les jours d'orage, les jacarandas en fleur... L'enfance, son infinie douceur, ses douleurs qui ne nous quittent jamais.

Jacaranda

Faye, Gaël, 1982-...., artiste musical et romancier (auteur)
Paris : Le livre de Poche, 2025
276pages

Quels secrets cache l'ombre du jacaranda, l'arbre fétiche de Stella ? Il faudra à son ami Milan des années pour le découvrir. Des années pour percer les silences du Rwanda, dévasté après le génocide des Tutsi. En rendant leur parole aux disparus, les jeunes gens échapperont à la solitude, et trouveront la paix près des rivages magnifiques du lac Kivu. Sur quatre générations, Gaël Faye raconte l'histoire terrible d'un pays qui s'essaie malgré tout au dialogue et au pardon. Comme un arbre se dresse entre ténèbres et lumière, Jacaranda célèbre l'humanité, paradoxale, aimante, vivante.

D'une force et d'une sensibilité peu communes. Jean-Claude Vantroyen, Le Soir.
Il sort de ces pages une extraordinaire puissance de vie. Gaël Faye met en scène des personnages d'une énergie folle, qu'on aimerait rencontrer un jour. Stéphanie Janicot, La Croix.
Chez Gaël Faye, les grands-mères relient leurs petits-enfants à leur arbre généalogique, arbre qui les sort de la solitude abyssale où l'on se sent quand on n'est relié à rien ni à personne. Astrid de Larminat, Le Figaro littéraire.
Un roman d'une douloureuse beauté, dont la douceur de ton ne fait que souligner l'horreur du génocide et les difficultés de l'après. Minh Tran Huy, Madame Figaro.

Bienvenue dans la Base documentaire du CRIDS

Pour créer un panier et sauvegarder vos recherches, cliquer sur compte et s'enregistrer (ou se connecter).



NEWSLETTER

Bibliothèque de Droit

Gaza, un génocide colonial

Braeckman, Colette, 1946-.... (auteur) ; Schmitz, Marc, 1955-.... (auteur, éditeur intellectuel)
Mons : Couleur Livres, 2026
158 pages

« Gaza est aujourd'hui le point culminant de l'inconcevable accepté, de la tragique défaite de l'humanité. » Dominique Eddé, autrice libanaise, n'est pas seule à désespérer. Au « plus jamais ça » de nos parents a succédé le « tout est possible », pour ne pas dire « tout est permis ». Même un génocide...
Levons d'emblée toute ambiguïté : les massacres du 7 octobre sont injustifiables, l'interminable histoire de colonisation, d'humiliations, de dépossessions... du peuple palestinien ne pouvant servir d'excuse. Mais que penser de la riposte israélienne, d'une férocité inouïe ?
S'ouvrant sur l'enfer de Gaza, ce recueil porte essentiellement sur les réactions du monde : d'abord cette vague émotionnelle et les contestations de la rue. Quel contraste avec l'empathie jamais démentie de la plupart des dirigeants occidentaux pour Israël. Une connivence assumée avec cet allié qui ne cesse de violer les lois de la guerre et les règles du droit international. Au mépris de nos valeurs, de nos principes si souvent brandis.
À travers leurs écrits, leurs réflexions, la dizaine d'auteurs de cet ouvrage souhaite garder notre mémoire en éveil, faire bar rage à l'oubli, tout en esquissant des pistes pour l'avenir - l'impunité n'est pas une option. Et même si les bourreaux de Gaza ne risquent pas un deuxième Nuremberg, eux et leurs acolytes doivent savoir que l'Histoire ne les lâchera pas.
Il n'empêche, l'anéantissement de l'enclave palestinienne, sa mise à mort, c'est aussi la condamnation du monde occidental. Qui pourra, à l'avenir, écouter ses discours universalistes alors qu'ici, sa voix est demeurée silencieuse ? Gaza, ce sont aussi nos promesses et nos serments qui ont été réduits en poussière. Gaza, c'est aussi notre défaite.

Bienvenue dans la Base documentaire du CRIDS

Pour créer un panier et sauvegarder vos recherches, cliquer sur compte et s'enregistrer (ou se connecter).

